Rapport de trésorerie

Le quitus financier a été voté par le congrès par 54 POUR et 3 ABSTENTIONS

Je ne pourrais pas être au Congrès au-delà de la 1ère partie de la 1ère journée. C'est impératif, je n'ai pu modifier mes obligations …obligées…
Ceci dit.
Petit texte avant le congrès…
La situation financière du syndicat pose problème. Globalement parlant, nous sortons de l'exercice 2006 avec un solde positif mais on ne peut pas ne pas remarquer que nous avions initialement des réserves financières élevées, constituées pour partie grâce au non paiement des cotisations FEN/FSU lors de notre période « d'autonomie ».

Ces comptes ont connu une brusque dégradation lors du lancement de la VRS 1ère formule (la formule Diani) qui a entraîné une vente importante de nos actions qui n'a pas été compensée par de la publicité au niveau initialement annoncé. Il n'est pas inutile de rappeler que deux numéros de VRS de plus de ce type auraient totalement asséché nos réserves.
Il convient à ce niveau de dire que de telles réserves **ne peuvent pas** être à zéro : un syndicat ne peut se permettre de fonctionner avec un volant financier nul. D'une part, parce qu'il doit être à même d'assurer les voyages, réunions, etc., frais de manifs (banderoles, autocollants, hélium ballon !), frais de presse, etc.., toutes dépenses imprévues en cas de mobilisation. D'autre part parce que même en cas de période « calme », nos dépenses ne s'étalent pas dans le temps de façon homogène, àpart les salaires –hors décembre- , et que si le PAC (Prélèvement automatique des cotisations), est régulier, il n'en est pas nécessairement de même des paiements par les sections qui « traînent » parfois, comme les paiements par chèques individuels.
Il est donc parfois nécessaire pour passer une échéance avant le PAC de vendre des actions. Jusqu'en 2002/2003, nous reconstituions immédiatement, le PAC arrivé, notre matelas d'actions.
On constatera qu'il n'en est rien depuis (avec un pic de crise en 2002/2003).
De ce point de vue, le bilan n'est équilibré qu'avec les ventes d'actions qui passent dans nos « recettes » ! Mais évidemment, nous en avons régulièrement vendu : 50 000 € en 2003, puis 15 985 € en 2004 et 10 224 € en 2006. Nous allons d'ailleurs peut être en vendre pour éponger les frais du congrès avant le prochain PAC. Notons donc :

Années	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**
AVOIR fin d'année	**107896**	**86676**	**84218**	**78386**

En clair, nous sommes beaucoup plus près d'une situation critique que le bilan « équilibré » ne peut le laisser croire.

Qu'est ce qui entraîne une telle dégradation ?

a) les dépenses « obligatoires » des ménages ne cessent de croître à un rythme que chacun sait plus rapide que les augmentations salariales de fonctionnaires. Les dépenses « obligées » du syndicat suivent exactement les mêmes tendances (5% + par an) alors que nos recettes sont des cotisations indexées sur le point d'indice.
b) Les cotisations versées aux organisations dont nous sommes adhérents ont, elles, augmentées, et nous n'avons pas pu y échapper. On notera, toutefois, que ça ne suffit pas à expliquer **toute** notre diminution de réserve. En clair, sans augmentation FSU, l'érosion continuerait entre 10 000 et 5 000 €, par an.
c) Les recettes elles mêmes se tarissent quelque peu : des camarades à salaire « élevés » partent à la retraite, et ce n'est pas compensé par l'arrivé de jeunes. D'une part parce qu'un salaire de jeune est sans rapport avec celui d'un DR , d'autre part parce que lors de la retraite un certain nombre de camarades ne jugent pas utile de continuer à se syndiquer (ce qui est une erreur, même s'ils se mettent à tailler des rosiers, etc..).

Enfin, si nous avons eu une vague d'adhésions lors du CPE, par exemple, au total, nos effectifs décroissent, n'en déplaise à ceux qui les voient «à peu prés stables », nous passons de 1 477 adhérents en 2004 à 1 387 en 2005 et 1 288 en 2006, peut être 1300, 1330 avec les régularisations du Congrès, mais guère plus !

d) Nous avons « serré » les boulons sur tout ce que nous avons pu « serrer », les remboursements, notamment les voyages entre autres, tout ceci a été l'objet d'une attention toute particulière (visant à éviter les dépenses un peu somptuaires de certains). Nous avons beaucoup basculé l'information sur la diffusion «électronique ». En conséquence, nos frais de presse, de téléphone, etc. ont été revus à la baisse. On notera, d'ailleurs, que le budget de 2005, avant l'augmentation des cotisations FSU, et des autres organisations, était équilibré sans vente d'action (0 dans la colonne 2005 de ce poste). Ne pas se faire d'illusions, toutefois. Sans l'augmentation des cotisations FSU, nous aurions, quand même, dû vendre des actions.
e) Ce congrès, comme tout congrès, va entraîner un surcoût par rapport à une année « presque sans » hôtels, voyages. Même si les subventions sont plus faibles que ce que nous comptions, il n'est pas évident, avant bilan définitif, que le congrès de Montpellier nous coûte beaucoup plus, voire plus, qu'un Congrès à Meudon. Or, il est politiquement juste de le tenir en province, et non toujours sur Paris. Enfin, si du point de vue trésorerie « bête », peu de délégués = économies, l'assistance n'est pas à la hauteur des enjeux, dont la vie syndicale à travers ce bilan fait partie. Il serait DESOLANT et INQUIETANT que ce congrès nous fasse « respirer financièrement » parce que congrès désert.
f) La VRS est désormais partagée avec le SNESUP. Il me parait évident que l'arrêt de la VRS 2ème formule aurait un coût politique certain.... sans que cela entraîne de nouvelles économies.

Alors :

a) certes, dans deux ans ou +, la masse salariale sera réduite du fait du départ d'Annie à la retraite et donc de l'embauche d'un/d'une jeune, à salaire initial moindre. Il n'est pas sain de se baser là-dessus (« deux ans à tenir ») outre

qu'il n'est pas sûr (mobilisations, etc..) que notre matelas sera alors suffisant (cf. supra). A titre d'exemple, la FSU à 4 mois pleins de budget de sécurité, ce qui correspond à une réserve totale considérablement plus large dans l'absolu.

b) Nous ne voyons pas sur quoi réduire de plus, même si nous maintenons les boulons serrés a fond. Au contraire, le prévisionnel 2007, que je vous donne, table sur une « inflation réelle » à 3,5% (sans doute sous estimée, vu toutes les augmentations repoussées à après les législatives, *a fortiori* si Sarko ou Bayrou passent, parce que je ne vois pas Ségolène gagner, et ...sorry, ni Besancenot, Bové, Buffet, Laguiller, Shivardi, Voynet.....

c) Alors :
   - augmenter les cotisations ? Elles sont effectivement les plus basses des syndicats recherche (cf. celles de la CGT, dirigées surtout sur des IT moins payés en moyenne que nous, chercheurs presque essentiellement). Ceci dit, une augmentation devrait être « en cloche », c'est-à-dire ne pas affecter les jeunes et les retraités.....de la même façon que les « actifs seniors ».
   - Une souscription ? je serais d'accord dans un cas ponctuel tel que l'achat d'un local, etc. Là, le danger est de rentrer dans la « souscription permanente »... et non vraiment justifiée. Je connais ça ... disons ailleurs, où j'ai été trésorier, d'ailleurs, en son temps, et c'est ... lassant !
   - Une campagne de syndicalisation ! c'est POSSIBLE, les sections « qui marchent » le montre, y compris vers les jeunes. Ca peut devenir d'autant plus indispensable qu'en cas de refonte du CN, nous risquons de voir des « syndiqués opportunistes » nous quitter en douce (vous savez, ceux qui se syndiquent à la veille d'élections au CSS, au CN, puis ne payent plus rien pendant 2 ans –tout en ne suivant pas nécessairement leur mandat ... *ce qui d'ailleurs a été souligné très justement par les commissaires aux comptes*)

Le congrès est à un tournant, pas seulement à cause des élections présidentielles adjacentes. Ce bilan financier le montre. Comme tout bilan, il est essentiellement POLITIQUE !

Gérard Chaouat

Note rajoutée : le budget prévisionnel 2007, qui inclut les frais de congrès, montre bien la dégradation à prévoir .....